

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 4 septembre 2025

Nos réf. : SAU/KP/MT n° 25-480

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PETITJEAN

52 Avenue Maréchal Leclerc - 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juin 2025 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 Avenue Maréchal Leclerc, 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les points de contrôle définis pour cette visite d'inspection font suite aux questions soulevées par l'instruction de l'étude de danger de l'exploitant, au rapport de visite de décembre 2024, aux modifications d'organisation du site et aux actions nationales de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETITJEAN
- 52 Avenue Maréchal Leclerc - 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux
- Instruction de l'étude de dangers du site
- Suites de la visite d'inspection de décembre 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement du confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/10/2019, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure	/
2	Capacité de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 11.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Confinement des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Mise à jour de l'étude des dangers	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 11.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Prélèvements environnementaux post-accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéas 5 à 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Manche à air	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Analyse du risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
13	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
15	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 7.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Recensement des produits dangereux	Code de l'environnement, article L.515-32	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Classement Seveso	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 1.1.2	Mise en demeure, dépôt de dossier Mesures conservatoires	1 an
18	BREF FMP (Transformation de métaux ferreux)	Décision d'exécution 2022/2110 du 11/10/2022, annexe, point 1	Demande de justificatif	3 mois
19	Poussières émériseuse	Arrêté Préfectoral du 06/06/2025, article 3.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle définis à l'occasion de cette visite font suite à l'instruction de l'étude de dangers, au rapport de visite de décembre 2024, mais également à l'action nationale visant les premiers prélèvements environnementaux post-accident.

Des points d'échanges ont déjà été réalisés historiquement à plusieurs reprises entre l'inspection et l'exploitant, notamment sur la gestion des eaux d'extinction ou des poussières de zinc. Pour autant, l'exploitant n'a apporté aucune mesure visant à réduire les risques ou les impacts, bien qu'un cours d'eau traverse le site.

De plus, il apparaît que les mélanges de produits utilisés classent le site Seveso seuil haut et ne sont pas conformes à ceux listés dans l'étude de dangers. La modification de la nature du bain de fluxage n'a pas été portée à la connaissance de M. le Préfet. De nombreux manques ont d'ailleurs été mis en exergue lors de l'instruction de l'étude de dangers. Des compléments sont attendus sous 1 mois. A défaut, l'inspection des installations classées sera contrainte de proposer à M. le Préfet de suspendre l'installation de galvanisation.

Des non-conformités sont également relevées quant à la sûreté du site, à l'analyse du risque foudre, à la gestion de crise et à l'organisation interne inhérente. Aussi, au regard des impacts potentiels vis-à-vis de l'implantation du site en zone urbanisée, l'exploitant doit se montrer réactif et engager au plus vite les actions nécessaires pour se mettre en conformité.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité au regard des attendus détaillés dans ce rapport, de régulariser le statut de son site Seveso seuil haut et de prescrire des mesures conservatoires dans cette attente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure 09/10/2019, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La Société AL BABTAIN FRANCE, dont le siège social est situé 52 Avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse, de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none">• avant le 30 juin 2020 la première échéance fixée à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé, [...] Prescription de l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 sur laquelle porte la mise en demeure : <i>En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, qui prévoit que : « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. (...) » et que « en tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent (...) »,</i> <i>L'exploitant conduira les études de dimensionnement dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté, concomitamment à l'étude prescrite à l'article précédent, et réalisera les aménagements nécessaires avant le 31 décembre 2020.</i>
Constats : L'étude de dangers, transmise le 9 octobre 2024, contient les études de dimensionnements pour chacun des bâtiments. Elles s'appuient sur la feuille de calcul D9A élaborée par le CNPP. Ces documents n'appellent pas d'observations particulières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Capacité de rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 11,3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, qui prévoit que : « l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. (...) » et que « en tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent (...) ».</p> <p>L'exploitant conduira les études de dimensionnement dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté, concomitamment à l'étude prescrite à l'article précédent, et réalisera les aménagements nécessaires avant le 31 décembre 2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il est constaté qu'aucun dispositif, ni aménagement ne permet de retenir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. La configuration des bâtiments et la présence de fosses techniques dans les bâtiments ne permettent pas de retenir l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie avant de rejoindre le milieu naturel.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les aménagements nécessaires à la rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Confinement des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des bâtiments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. [...]</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part,• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'étude de dangers de l'exploitant, il est indiqué que le site dispose d'une rétention par bâtiment. Toutefois, lors de la visite, aucun dispositif permettant l'étanchéité des bâtiments vers l'extérieur n'a été constaté. Il a été constaté la présence de fosses techniques dans les bâtiments, notamment pour faire passer les câbles électriques entre les bâtiments. L'exploitant n'a pas présenté d'éléments permettant de constater la conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mise à jour de l'étude des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude des dangers conforme aux dispositions des articles L.181-25 et R.515-90 du code de l'environnement et des arrêtés ministériels, d'une part, du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, et d'autre part, du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.</p> <p>L'étude de dangers doit être transmise au préfet sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la mise à jour de son étude de dangers en 2024. Le rapport d'instruction du 18 avril 2025 indique que les phénomènes dangereux et l'étude de l'accidentologie liés à la galvanisation ou de traitement de surface n'ont pas été analysés. De plus, bien que l'exploitant ait identifié les produits de décomposition en cas d'incendie, la déclinaison dans le POI et les premiers prélèvements environnementaux restent absentes de l'étude.</p> <p>Il apparaît que les points de l'étude de dangers, qui ont fait l'objet d'une analyse par sondage, sont pour certains de nature à remettre en cause les conclusions qu'en tire l'exploitant sur tout ou partie de l'étude de dangers qu'il a produite. Ces manques, devant faire l'objet de compléments de la part de l'exploitant portent, par exemple, sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la description des process est trop succincte, notamment sur les cuves et rétentions associées, les éléments de description ne permettent pas d'appréhender le fonctionnement et la réalité du site• la caractérisation des produits chimiques• l'incompatibilité chimique n'est pas détaillée notamment vis-à-vis de la présence de nombreux acides forts et aux risques de débordements des bassins• la liste des FDS n'est pas complète, notamment au regard de certains produits du process (JTECH Flux, ACRYL 2000,...)• la caractérisation du bain de 880 t de bain de galva est absente• la cotation de certains phénomènes dangereux semble sous-estimée car jugée :<ul style="list-style-type: none">◦ « sans effet sortant » avec scénario incendie sur le bâtiment 2 en limite de propriété sans murs coupe-feu et constat similaire pour le bâtiment 3 adjacent au poste de distribution GrDF (à considérer comme un tiers) sans murs coupe-feu ;◦ « sans effet » pour le phénomène C11 relatif à l'utilisation de l'eau d'extinction en cas d'incendie dans le bâtiment 3 ;◦ « peu probable » pour les phénomènes concernant le bain de zinc dont la maîtrise réside sur le respect des procédures ;• certains phénomènes dangereux n'ont pas été étudiés :<ul style="list-style-type: none">◦ la toxicité des émanations liées à la rupture des réservoirs de produits toxiques, notamment les cuves d'acide chlorhydrique ou liées au dysfonctionnement du dispositif d'aspiration des gaz émanants des baigns ;◦ la rupture des tuyauteries d'acides ou des tuyauteries de gaz entre le poste GrDF et chaufferies ;◦ les zones ATEX ne sont pas présentées donc les phénomènes dangereux associés ne sont pas vérifiables ;

- certains potentiels externes sont exclus mais :
 - l'analyse du risque foudre de 2010 indique la présence d'un transformateur HT/BT dans le bâtiment 3 avec alimentation HT directe depuis le poste de livraison EDF ;
 - la distance entre le bâtiment 3 et la rocade est erronée et inférieure aux effets dominos BLEVE d'un accident TMD puisque la distance à prendre en compte va du bâtiment 3 au grillage délimitant le site ;
 - l'ARF de 2010 indique la présence d'un transformateur HT/BT dans le bâtiment 3 avec alimentation HT directe depuis le poste de livraison EDF, avec boucle HT ;
 - la tuyauterie de gaz entre sur site : le bâtiment 2 est implanté dans la zone des effets dominos de l'étude de dangers de la tuyauterie ;
- les incohérences suivantes sont à lever :
 - les tuyauteries de gaz sont présentées enterrées et aériennes, avec une coupure automatique ou manuelle ;
 - la modélisation des effets toxiques liés aux incendies est incohérente avec la définition ou la hiérarchisation des premiers prélèvements environnementaux ;
 - les cartographies agrégées par type d'effet, telle qu'imposées par le point II de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement, sont absentes de l'étude de dangers.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées formule des remarques supplémentaires et relève que les points suivants auraient pu être approfondis :

- La gestion des eaux d'extinction d'incendie est présentée comme retenue par les bâtiments. Cependant l'étude de dangers indique qu'aucun dispositif n'obture les passages de portes (ni surélévation, ni bardeau). A priori, cela signifie que le confinement n'est pas opérationnel. (Cf. constat précédent).
- Le plan de masse n'indique pas les limites de propriété actuelles. Pour rappel, c'est la positionnement du grillage qui définit les zones à prendre en considération pour l'évaluation de la gravité des phénomènes dangereux.

Lors de la visite, il a été question d'échanger avec l'exploitant sur ces manques. En ce qui concernent les tuyauteries de gaz, il a été constaté que les tuyauteries sont enterrées entre les bâtiments et qu'une partie est aérienne au moment d'alimenter les bâtiments et les organes de coupure. Lors de la visite, il n'a pas été vérifié si ces équipements sont manuels ou automatiques.

Les cartographies agrégées par type d'effet sont présentées dans le POI. Ainsi, en pages 6 et 7 du POI V4 d'octobre 2024, il est présenté une carte du site avec les effets thermiques et de surpression identifiés par l'exploitant.

L'incompatibilité chimique n'est pas détaillée dans l'étude de dangers et, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les rétentions de la chaîne de traitement fonctionnent en cascade. Par conséquent, l'exploitant justifiera la compatibilité chimique du site, notamment pour les cuves concernées par la rétention en cascade.

De plus, la cotation de certains phénomènes dangereux semble sous-estimée, aussi l'exploitant précise que la cotation a été faite à travers l'expérience du site. Toutefois, dans son EDD, l'exploitant n'a pas pris en compte le retour d'expérience du BARPI sur les accidents survenus sur les activités du traitement de surface. Ces points associés aux constats de la visite conduisent l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'approfondir l'étude des retours d'expérience aux regards de son organisation actuelle.

Dans le cas où les compléments apportés ne permettent pas de lever intégralement les observations de l'Inspection, une tierce expertise payée par l'exploitant sera demandée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 ^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant indique que le dernier exercice a été effectué en décembre 2022. L'inspection des installations classées rappelle que le prochain exercice doit être réalisé avant décembre 2025. Dans la version V4 d'octobre 2024 du POI, l'organisation prévoit, en périodes de fermeture du site, de prévenir la directrice des ressources humaines. Cependant, cette personne ne fait plus partie des effectifs et la fonction n'a pas été reprise. Ainsi l'inspection des installations classées constate que le plan d'opération interne n'a pas été actualisé sur ce point. L'exploitant indique que le site ne dispose plus de personnel de direction susceptible de reprendre la fonction de directeur des opérations de secours (DOI). Il précise que, pour les questions relatives à la maintenance, il y a une astreinte pour le personnel de maintenance. Dans les autres cas, c'est la société de gardiennage qui reçoit l'appel sans prérogative particulière. Cette dernière contactera les services de secours compétents en fonction de l'urgence à traiter. En journée, l'exploitant indique que c'est l'animateur sécurité ou la responsable des ressources humaines qui sera appelé. Ainsi il apparaît que le site ne dispose plus de personnel habilité et formé à déclencher des procédures d'urgence, ni de responsable assurant la mise en place des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination, conformément au point a) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif relatif à la prévention des accidents majeurs . L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place dans les plus brefs délais une organisation adaptée aux enjeux d'un site Seveso implanté en zone urbaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Prélèvements environnementaux post-accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéas 5 à 11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none">• les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none">• les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>Le POI a été mis à jour en octobre 2024. Or ce point est applicable aux installations pour lesquelles le POI a été mis à jour après le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>L'exploitant indique que ce point n'a pas encore été traité. L'inspection des installations classées prend note qu'au jour de la visite, l'exploitant n'a pas présenté d'éléments permettant d'envisager une conformité prochaine.</p> <p>Pourtant, au regard des produits présents sur site, de la proximité d'établissements recevant du public et d'habitations, il est important d'anticiper cette problématique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche d'information du public
Prescription contrôlée : L'annexe IV du présent arrêté précise les catégories d'informations mises en permanence à la disposition du public par voie électronique en application de l'article R. 515-89. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations mentionnées à l'article R. 517-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de fiche d'information du public comme demandé dans la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Manche à air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Manche à air
Prescription contrôlée : Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'appareils de détection indiquant la direction du vent sur le site. Il est donc constaté que l'exploitant est non conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Analyse du risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1^{er} septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté le retrait des anciens équipements de protection contre la foudre. L'exploitant a présenté l'analyse risque foudre de 2013 qui indique :</p> <p><i>« Le bâtiment galvanisation ne nécessite pas de système de protection contre la foudre (voir calculs en annexes). Nous vous conseillons de déposer le paratonnerre existant (conducteur de descente non raccordé actuellement). »</i></p> <p>Toutefois, ce document doit être mis à jour à minima à chaque révision d'étude de dangers. Par conséquent le site est non conforme sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Arrêts et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026
Constats : Les constats détaillés en partie confidentielle appellent une demande de justificatif sur la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Les constats détaillés en partie confidentielle nécessitent des actions correctives dans les plus brefs délais, dont les enjeux nécessitent leur encadrement par une mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2
Thème(s) : Autre, Surveillance
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. En dehors des heures de travail, toutes les issues sont fermées à clé et un gardiennage est assuré.
Constats : Les constats détaillés en partie confidentielle nécessitent des actions correctives dans les plus brefs délais, dont les enjeux nécessitent leur encadrement par une mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'exploitant a fait parvenir une mise à jour de l'étude de danger en 2024. Ce document établit la liste des produits de décomposition pour le site. Cependant, au regard des fiches de données de sécurité des produits composants le bain de fluxage, les substances pouvant être dégagées n'ont pas été prises en considération alors qu'elles peuvent être impactantes pour le voisinage : oxyde de zinc, acide chlorhydrique, ammoniac, chlore, ... Pour rappel, le point iii) de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 précise : « Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale ».
Type de suites proposées : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État de stock
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires
Constats : L'exploitant a présenté le document « feuille stock galva » à la date du 06 juin 2025. Ce document prend en compte les différents produits chimiques du site avec l'information concernant le volume et la localisation du stockage (huilerie, maintenance, garage). Lors de la visite d'inspection de 2023 réalisée par l'inspection des installations classées, il a été rappelé à l'exploitant que l'ensemble des matières combustibles doivent être intégrées à cet état de stock, y compris les matières non dangereuses. Or, le document présenté ne mentionne pas certains combustibles, notamment le bois et la feutrine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées s'est intéressée au bain de fluxage. Ce bain de fluxage représente 173 t de produits chimiques, sans toutefois disposer d'informations sur la nature des risques dans l'étude de dangers mise à jour en 2024.</p> <p>Par ailleurs, dans cette étude de dangers, le bain de fluxage est représenté par le JTECH FLUX. Dans le document « feuille stock galva » du 06/06/2025, il a été constaté l'absence de JTECH FLUX et la présence de deux autres produits de fluxage : le TIB FLUX TS640 et le TIB FLUX DS700. L'exploitant indique que ce bain est un mélange de ces deux produits, avec une grande majorité de TIB FLUX DS700 (entre 10 et 15 cuves de TIB FLUX DS700 pour 1 ou 2 cuves de TIB FLUX TS640). Aussi, le produit utilisé en majorité est classé 4510 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 ». Pour autant, l'exploitant indique que le bain de fluxage est classé 4511 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 ».</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ce classement. Il a présenté un document de présentation d'un fournisseur de produit chimique présentant un produit équivalent classé 4510, pour lequel le bain était classé 4511, mais sans démontrer ni justifier cette évolution. Pourtant la différence entre ces 2 rubriques réside dans le niveau de toxicité pour la vie aquatique et conditionne le classement du site au regard de la nomenclature ICPE (cf. constats suivants).</p> <p>L'inspection des installations classées attend de l'exploitant qu'il justifie la nature et les risques liés à son bain de fluxage. De plus, les compléments attendus pour l'étude de dangers devront intégrer l'utilisation de ces nouveaux produits. De plus, il serait pertinent que l'exploitant se positionne au regard de la réglementation REACH quant à la nature de ces bains.</p> <p>Il est à noter qu'après échange avec la société TIB Chemicals, une erreur de classification a été faite vis-à-vis du TS640, ce dernier devant être classé H400. Une mise à jour de la FDS a été effectuée dans ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Recensement des produits dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L515-32 point II
Thème(s) : Situation administrative, État de stock
Prescription contrôlée : II. L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.
Constats : <p>L'exploitant n'a pas réalisé son recensement sur la plateforme dédiée dans les délais impartis. A la suite de la visite, il a fait parvenir le fichier « calcul 2024 SEVESO 3 simulation final-2 » réalisé en 2024 pour le recensement des produits chimiques au regard de la réglementation SEVESO3. Toutefois, l'inspection des installations classées n'a pas retrouvé dans ce document les deux produits de fluxage évoqués dans le constat précédent.</p> <p>Suite à la remarque de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis un nouveau document, dénommé « liste FDS + bains maj2024-2 » présentant la quantité des matières premières, des bains et des déchets. Il est constaté que la mention H411 représente 336,8 t contre 323 t dans le calcul 2024 SEVESO 3 de l'exploitant ; <u>ce qui constitue un dépassement de la quantité autorisée au titre de cette rubrique</u>. Au regard de la mention H410, 7,9 t sont comptabilisés dans le fichier « liste FDS + bains maj2024-2 » contre 10,58 t dans le calcul SEVESO3 de 2024.</p> <p>Le bain de fluxage est un mélange réalisé par l'exploitant composé de deux produits : le TIB FLUX TS640 et le TIB FLUX DS700. Les fiches de données de sécurité ont été transmises par l'exploitant. Ces 2 produits sont composés des mêmes substances, le chlorure de zinc et le chlorure d'ammonium, dans des proportions différentes. Le TIB FLUX TS640 est composé de 20 à 50 % de chlorure d'ammonium et de 15 à 24,9 % de chlorure de zinc. Le TIB FLUX DS700 est, quant à lui, composé de 20 à 50 % de chlorure de zinc et de 15 à 24,9 % de chlorure d'ammonium.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, le mélange est réalisé selon un ratio de 10 et 15 cuves de DS700 pour 1 ou 2 cuves de TS640.</p> <p>Il est rappelé que le point 1.1.3.1 de l'annexe I du règlement CLP impose :</p> <p>« Si un mélange ayant fait l'objet d'essais est dilué par une substance (diluant) qui appartient à une catégorie de danger équivalente ou inférieure à celle du composant initial le moins toxique, et qui ne devrait pas altérer la classification d'autres composants, il est procédé comme suit, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none">— le nouveau mélange est classé comme étant équivalent au mélange initial ;— la méthode exposée dans chaque section des parties 3 et 4 pour la classification des mélanges, lorsque des données sont disponibles pour l'ensemble ou une partie des composants, est appliquée ;— en cas de toxicité aiguë, la méthode de classification des mélanges fondée sur les composants de ceux-ci (formule d'additivité). » <p>De plus, le point 3.2 de l'annexe II du règlement REACH définit les informations contenues dans les fiches de données de sécurité des mélanges. Il impose que « Lorsque les concentrations sont données sous forme d'une fourchette de pourcentages, si les effets du mélange en tant que tel ne sont pas disponibles, les dangers pour la santé et l'environnement doivent décrire les effets de la concentration la plus élevée de chaque composant ».</p> <p>Si l'on applique ces règles de classification au mélange réalisé par l'exploitant, <u>le bain de fluxage est classé H400 « Très toxique pour les organismes aquatiques (aigu) » et H410 « Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme »</u>. Par conséquent, il relève de la rubrique ICPE 4510.</p> <p>Ces informations sont d'autant plus importantes que le classement de ce bain de fluxage conditionne le classement du site au regard de la nomenclature ICPE. L'exploitant présentera la mise à jour de son recensement au regard de l'ensemble des produits présents sur le site et de leurs mentions de danger caractérisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Statut Seveso
Prescription contrôlée : L'établissement est classé en « seuil bas » au titre de la disposition de la directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite « SEVESO 3 », au titre du franchissement du seuil de l'autorisation pour la rubrique 4511.
Constats : Au regard des quantités présentes et du classement réel du bain de fluxage, le site dépasse le seuil Seveso seuil haut, par cumul au regard des dangers pour l'environnement (Sc). Par conséquent, l'exploitant devra régulariser sa situation. Au regard de la demande de compléments à l'étude de dangers, du changement de la nature du bain de fluxage, de l'absence de personnel compétent sur le site pour assurer l'ensemble des fonctions nécessaires à la gestion d'un accident, aux non-conformités relatives à la sûreté de l'établissement, à la détection incendie, à l'analyse du risque foudre et à l'absence de dispositif assurant la rétention des eaux d'extinction d'incendie, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de prescrire des mesures conservatoires dans l'attente de cette régularisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier (L.171-7 du code de l'environnement) ; Mesures conservatoires
Proposition de délais : 1 an

Référence réglementaire : Décision d'exécution 2022/2110 du 11/10/2022, annexe, point 1
Thème(s) : Situation administrative, Statut Seveso
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les présentes conclusions sur les MTD concernent les activités ci-après, spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, à savoir:</p> <p>2.3. Transformation des métaux ferreux :</p> <p>a) exploitation de laminaires à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;</p> <p>c) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure – sont comprises ici la galvanisation continue et la galvanisation discontinue.</p> <p>2.6. Traitement de surface de métaux ferreux par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³, lorsqu'il est associé à du laminage à froid, du tréfilage ou de la galvanisation discontinue.</p> <p>6.11. Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE, à condition que la principale charge polluante provienne des activités couvertes par les présentes conclusions sur les MTD.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est actuellement classé au titre des rubriques ICPE 3230-c) « Transformation des métaux ferreux » et 3260 « Traitement de surface ». D'après l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2018, la rubrique principale du site est la rubrique 3260. Les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à cette rubrique étaient alors celles du BREF STM « traitement de surface des métaux et plastiques ».</p> <p>Or la décision d'exécution 2022/2110 du 11/10/2022 a publié un nouveau référentiel, le BREF FMP « Transformation de métaux ferreux ». Au regard des activités du site, celui-ci relève de ces nouvelles meilleures techniques disponibles. Toutefois, il peut l'être à titre principal ou secondaire au regard de la foire aux questions, élaborée par la DGPR le 14 février 2023.</p> <p>Il convient que l'exploitant se positionne sur le BREF principal à retenir (STM ou FMP). Le cas échéant, il devra fournir le dossier de réexamen associé, conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/06/2025, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets diffus
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
Constats : Lors de la visite, il a été constaté un dépôt de poussière au niveau de l'aspiration de l'émériseuse, non résolu et non maîtrisé depuis la visite d'inspection du 6 décembre 2024. Ce constat a fait l'objet d'une prescription complémentaire dans l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé. L'exploitant n'a présenté aucune mesure en place ou programmée pour réduire l'impact lié à cet équipement. L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois